



TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
PARQUET DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

DÉCLARATION D'APPEL DU MINISTÈRE PUBLIC
d'une ordonnance ordonnant ou constatant la mainlevée d'une mesure de soins psychiatriques
sans consentement sous la forme d'une hospitalisation complète
ET REQUÊTE aux fins de faire DÉCLARER SUSPENSIF
l'appel formé contre cette ordonnance

Par la présente, le procureur de la République près le tribunal Judiciaire de Montpellier déclare relever appel d'une ordonnance ordonnant la mainlevée d'une mesure de soins psychiatriques sans consentement sous la forme d'une hospitalisation complète, rendue ce jour par Madame Sophie BEN HAMIDA, juge des libertés et de la détention,

concernant Mme Amandine MIRALLES, né le 18 août 1997 à MONTPELLIER

qui fait actuellement l'objet d'une mesure de soins psychiatriques sans son consentement sous la forme d'une hospitalisation complète à l'hôpital de la Colombière - Centre hospitalier régional universitaire de Montpellier

- et présenter requête à Monsieur le Premier président de la cour d'appel de Montpellier aux fins de faire déclarer suspensif l'appel formé contre cette décision en application des articles L3211-12-4 alinéa 3 et R3211-20 du Code de la santé publique.

Le ministère public entend exposer que: en raison des circonstances exceptionnelles du confinement et de pandémie liées à l'épidémie de COVID-19, les dispositions légales ont été adaptées par l'ordonnance du 25 mars 2020; Que ladite ordonnance a prévu expressément que lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées, le Juge des libertés et de la détention peut décider que la procédure se déroulerait sans audience, après en avoir informé les parties; Que le Tribunal judiciaire de Montpellier semblait avoir adopté cette position ; Que le centre hospitalier ne dispose pas de système de visio-conférence; Que si le juge des libertés et de la détention entend procéder à l'audience de la personne, il lui appartient de l'organiser avec des dispositifs sanitaires appropriés ; Qu'en l'espèce le Juge des libertés et de la détention n'a pas organisé une telle audience ; Que les dispositions exceptionnelles de la circulaire du 25 mars 2020 et du 26 mars 2020 doivent alors s'appliquer; Que les arguments formulés par le Juge des libertés et de la détention ne seraient être opérants en ce que le grief invoqué n'est nullement établi; Qu'il ressort du formulaire du 10 avril 2020 que Amandine MIRALLES a été informée de la date d'audience; Qu'elle ne souhaite pas faire d'observations et ne souhaite pas s'entretenir avec un avocat; Que l'avis médical motivant la saisine du juge des libertés et de la détention mentionne que le patient a été admis suite à une intoxication médicamenteuse volontaire; Qu'elle présente des troubles de la personnalité type borderline; Qu'elle montre des manifestations impulsives et des prises de risques;

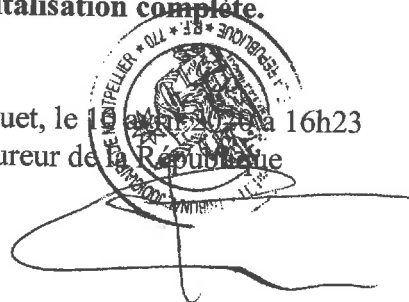
- **sur l'effet suspensif du recours**, il lui apparaît que la mainlevée de cette mesure fait naître un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade ou d'autrui en ce que si elle se dit apaisée, la surveillance des soins demeure nécessaire afin de stabiliser la situation;

Ce pourquoi le ministère public entend conclure qu'il plaise à monsieur le premier président de la cour d'appel de Montpellier:

- **déclarer l'appel suspensif**
- **infirmier la décision entreprise et ordonner le maintien de la mesure de soins psychiatriques sans**

consentement de Amandine MIRALLES sous le régime de l'hospitalisation complète.

Au parquet, le 10 août 2023 à 16h23
Le procureur de la République



Conformément aux dispositions de l'article R3211-20 du code de la santé publique, il est notifié à Amandine MIRALLES qu'il peut transmettre des observations en réponse à la demande de déclaration d'appel suspensif, par tout moyen au secrétariat du premier président ou de son délégué dans un délai de deux heures.

Notifié à l'intéressé le à

Observations :